

**DÉLIBÉRATION CONSEIL MUNICIPAL**

Le mercredi 18 décembre deux mille vingt-quatre, à dix-huit heures et trente minutes, le Conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la salle des mariages de la Mairie de Rives-en-Seine, sous la présidence de Monsieur Bastien CORITON, Maire, Conseiller Départemental.

**Date de convocation,**

12 décembre 2024

**Étaient présents :**

Mme Hélène AUBRY, Mme Mireille BAUDRY, M. Éric BLONDEL, M. Didier BOQUET, M. Christian CAPRON, M. Bastien CORITON, Mme Annic DESSAUX, Mme Chantal DUTOT, M. Dominique GALLIER, M. Paul GONCALVES, Mme Steffie HAMEL, M. Sylvain HEMARD, M. Luc HITTLER, M. Louis Marie LE GAFFRIC, M. André RIC, Mme Patricia SOUDAIS-MESSAGER, M. Jacques TERRIAL, M. Alexandre VOIMENT.

**Date de publication****sur le site internet de la ville,**

23 décembre 2024

**Procurations :****Nombre de conseillers**

En exercice 29

Présents 20

Votants 24

Mme Céline CIVES à M. Dominique GALLIER, M. Thierry DUPRAY à Mme Patricia SOUDAIS-MESSAGER, M. Lionel DURAMÉ à M. Paul GONCALVES, Mme Émilie DUTOT à Mme Chantal DUTOT, Mme Brigitte MALOT à M. Éric BLONDEL, Mme Carol TARAVEL-CONDAT à Mme Annic DESSAUX.

**Excusés :**

Mme Sylvie CHRISTIAENS, Mme Fanny GENET-LACAILLE, M. Christophe GIRARD, Mme Aurore LAINÉ, Mme Dominique LEPEME.

Monsieur Didier BOQUET a été désigné secrétaire de séance.

<b>DL2024-113</b>	<b>Projet de loi de finances 2025</b> <b>Motion</b>
-------------------	--

Le 30 octobre, les associations représentatives des élus du bloc communal ont unanimement et fermement exprimé leur opposition aux 10 milliards d'euros de prélèvements que l'État entendait imposer aux communes et à leurs groupements dans le cadre des projets de loi de finances et de financement de la sécurité sociale pour 2025.

Le 4 décembre 2024, le parlement a eu recours à la motion de censure pour montrer sa désapprobation envers la politique du gouvernement et le forcer à démissionner bloquant ainsi la promulgation de la Loi de finances (PLF) et de financement de la sécurité sociale 2025.

A ce jour, les associations restent cependant solidaires face aux mesures injustes envisagées dont l'ampleur était inégalée et menaçait directement l'action des collectivités au service des Français. Ce sont les habitants d'aujourd'hui qui auraient été pénalisés par le repli des services publics de proximité ; ce sont leurs enfants qui auraient pâti d'une décélération des investissements concourant à la lutte contre le réchauffement climatique.

La méthode employée par le Gouvernement pour imposer ses mesures, sans concertation ou discussion avec les collectivités, risquait de durablement entamer leur confiance. Les associations du bloc communal restent conscientes de la nécessité pour l'État de réduire ses déficits. Il reste le premier partenaire des collectivités locales.

Mais aucune solution durable ne pourra être trouvée si ce partenariat est rompu.

Elles tiennent à rappeler qu'elles ne sont pas responsables de la dérive des comptes publics, qu'elles votent leur budget à l'équilibre et que, contrairement à l'État, leur dette est stable depuis les premières lois de décentralisation.

Les associations du bloc communal appellent le Gouvernement et le Parlement à modifier le projet de loi de finances de manière à rétablir la confiance et le dialogue indispensables avec les maires et les présidents d'intercommunalité pour surmonter la crise des finances publiques que notre pays traverse.

Sur le projet de PLF de décembre 2024, il a été demandé :

- Le retrait des mesures abaissement du taux de remboursement de la TVA payée par les collectivités sur leurs dépenses d'investissement et ajustant le périmètre du Fonds de compensation de la TVA. Ces remboursements sont dus aux collectivités, au même titre que les entreprises qui récupèrent la TVA.
- Le retrait des mesures visant le gel de la dynamique de TVA affectée aux collectivités locales. Cette dynamique compense la suppression par l'État de ressources fiscales locales (taxe d'habitation, contribution sur la valeur ajoutée des entreprises). Le produit de la dynamique de TVA est un instrument de la politique partagée en faveur de la réindustrialisation : supprimer l'abondement du Fonds national d'attractivité des entreprises serait contreproductif.
- Le retrait du fonds de précaution inscrit à l'article 64 du projet de loi. Ces mesures sont inéquitables, elles n'offrent pas de visibilité pour les collectivités potentiellement contributrices, elles auront l'effet inverse de celui recherché, en poussant les collectivités à recourir massivement à l'endettement pour financer leurs projets.
- Le retrait de la ponction sur la DC RTP. Celle-ci équivaut à un prélèvement supplémentaire de 0,64% pour les EPCI concernés et, additionné au prélèvement de 2% de l'article 64, contrevient aux termes de la décision du Conseil constitutionnel du 18 janvier 2018.
- L'ouverture d'une discussion sur une indispensable réforme de la DGF.

Et il a été proposé :

- L'institutionnalisation d'une conférence des territoires, représentant l'ensemble des associations d'élus, instance de négociation et de concertation avec l'État, réunie à échéance régulière, afin de s'assurer du respect des engagements financiers réciproques de l'État et des collectivités territoriales. Elle permettrait par exemple de connaître l'évaluation des coûts cachés des transferts ou de création de charges par l'État (sécurité, santé, petite enfance...).
- De contribuer à l'équilibre futur de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités (CNRACL) au travers de la remise à plat globale de l'ensemble du système de retraite des agents publics territoriaux, comme préalable à toute mesure paramétrique. De plus, l'arrêt de la compensation démographique est un préalable à toute augmentation de la cotisation des employeurs. Une augmentation de 12 points sur trois ans est la mesure la plus dure proposée par ce Gouvernement, qui toucherait indifféremment toutes les collectivités, sans considération pour leurs fragilités. Il conviendra d'étaler toute hausse sur 6 ans.
- Et enfin, de dénouer les enchevêtrements de responsabilités entre l'État et les élus pour construire des politiques publiques plus efficaces, plus simples et plus proches des Français, avec un souci d'aménagement équilibré du territoire.

Un tel travail, que nous appelons de nos vœux, doit faire l'objet d'un dialogue franc, apaisé et équilibré tout au long de l'année 2025. Ce travail nous permettra de faire un meilleur usage des deniers publics, mais aussi de faire progresser la décentralisation et surtout l'efficacité de l'action publique au service de nos concitoyens.

Monsieur le Maire appelle le nouveau gouvernement à tenir compte des demandes du bloc communal.

A l'unanimité, le Conseil municipal valide cette motion.

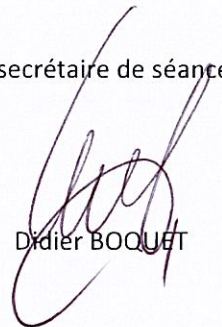
Pour extrait conforme,



Le Maire,

  
Bastien CORITON

Le secrétaire de séance,

  
Didier BOQUET